Communiqué de presse

La mobilisation monte d'un cran : le gouvernement doit répondre !

Près de 1,6 million de manifestant·es ont défilé aujourd'hui en France dans des cortèges massifs, pacifiques et déterminés. La FSU salue le fort engagement des agent.es de la fonction publique dans la grève pour obtenir l'augmentation de leurs salaires et des moyens pour les services publics.

Le moment que nous vivons est historique. Le message est très clair : il faut une rupture nette avec les politiques conduites depuis 10 ans, il faut répondre d'urgence à la colère sociale et aux revendications. La présence massive dans les manifestations dit aussi que la dérive autoritaire du gouvernement et les attaques portées aux libertés d'expression et de manifestation doivent cesser.

La FSU dénonce avec force la violente répression contre des cortèges pacifiques notamment à Toulouse et Lyon, et adresse tout son soutien aux manifestant·es et militant·es blessé·es.

Les réponses apportées par le gouvernement en matière de moyens pour les services publics et d'accès à l'enseignement supérieur sont très loin des revendications d'une jeunesse qui n'exige que le droit légitime d'étudier, de choisir sa formation et de se dessiner un avenir.

Aucune annonce n'a été faite sur les salaires. Le premier ministre a annoncé une réunion lundi avec les organisations syndicales représentatives du privé et le patronat. Les organisations de la fonction publique, comme les organisations de jeunesse, sont exclues. C'est inacceptable.

Face à l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement s'entête dans le dogme de la politique de l'offre, refusant de taxer les ultra riches et les superprofits des multinationales, et de revoir les aides publiques sans contrepartie aux grandes entreprises. La répression disproportionnée et violente, dont la jeunesse est la première victime, l'usage déloyal des prérogatives des Préfets sur les parcours de manifestations au mépris des libertés les plus fondamentales en démocratie sont le symptôme d'un pouvoir aux abois.

Nous devons contraindre le gouvernement à aller chercher les recettes publiques nécessaires pour financer les réponses politiques aux revendications. Le débat sur le budget 2027 offre une dernière occasion pour rétablir les recettes publiques et financer les mesures sociales que la population exige depuis plusieurs semaines.

L'heure est à la justice fiscale pour assurer la justice sociale.

La FSU s’adresse à ses partenaires dans les intersyndicales interprofessionnelles, sectorielles et en fonction publique pour construire les conditions de l’amplification des mobilisations par une nouvelle journée de grève à brève échéance.

Elle appelle les personnels à se réunir dès le vendredi 6 novembre dans les établissements et les services pour débattre des suites à donner à la grève du 5 novembre, organiser une participation massive aux manifestations du 7 novembre et engager la poursuite de la mobilisation dans la semaine du 9 novembre.

Bagnolet, le 5 novembre 2026